

"L'Allemagne en Europe: des responsabilités accrues" dans Europe (3 octobre 1990)

Légende: Le 3 octobre 1990, commentant la réunification de l'Allemagne, Emanuele Gazzo, rédacteur en chef de l'Agence Europe, analyse le rôle de cette Allemagne unifiée dans l'Europe communautaire.

Source: Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. RICCARDI, Lodovico ; Réd. Chef RICCARDI, Ferdinando. 03.10.1990, n° 5341. Bruxelles.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"1_allemande_en_europe_des_responsabilites_accrues"_dans_europe_3_octobre_1990-fr-61a4b447-8f5f-41fb-84b8-f22cecd99624.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

L'Allemagne en Europe : des responsabilités accrues

L'Europe salue la nouvelle Allemagne qui prend naissance aujourd'hui sous le signe d'une unité européenne renforcée par une volonté commune confirmée.

Rappelons que lorsque Nicholas Ridley fut obligé de démissionner suite à la brutalité du jugement qu'il avait exprimé au sujet des conséquences pour l'Europe de l'unification allemande, nous écrivions: "Ridley s'en va, mais le problème reste" (Ed. du 16 juillet). Nous avons précisé à l'époque que, si les accusations portées par Ridley au sujet du peuple allemand et de certains aspects de son caractère (mais aussi de l'organisation de l'unité européenne dans le cadre communautaire) devaient être vigoureusement repoussées, parce que sans fondement, le fait en soi demeurerait: des craintes subsistent et sont répandues dans de larges couches de l'opinion européenne. Elles s'accroissent naturellement face à la montée en puissance de l'Allemagne unifiée. Comme toujours, la peur - même si elle est latente - est dangereuse car elle peut inspirer des réactions erronées et créer des incompréhensions qui, apparemment, justifient cette même peur: c'est un enchaînement fatal.

Aujourd'hui, il faut ajouter que méfiance et incompréhension sont nourries par des interprétations arbitraires de l'événement, comme celles émises par ceux qui - en se référant au Congrès de Vienne de 1815 où quatre grandes puissances (Russie, Prusse, Grande-Bretagne et Autriche) redessinèrent la carte de l'Europe - affirment que ce seront toujours les Etats-Nations souverains qui régleront le cours de l'histoire. Comme si on ne savait pas que quelques décennies suffirent pour défaire l'ordre instauré à Vienne et que, plus tard, la reconstruction de l'Europe après deux guerres mondiales ne put se faire que par la mise en commun des souverainetés nationales...

Il faut donc combattre avec vigueur la peur latente et surtout agir afin que toute suspicion ou doute soit dissipé. Ceci en prêtant foi d'abord aux engagements solennels et aux déclarations des plus hauts responsables. Le préambule au Traité d'union exprime la volonté du peuple allemand "d'établir l'unité étatique de l'Allemagne pour servir la paix du monde en tant que membre égal et souverain d'une Europe unie". M. Kohl a confirmé solennellement cet engagement à plusieurs occasions, et ici même à Bruxelles. En ce qui concerne M. Genscher, il a déclaré et écrit sans nuances que l'Allemagne n'emploierait jamais son poids accru pour prétendre à une plus grande puissance, mais bien pour exercer une plus grande responsabilité. On nous dira que les hommes passent et que les Constitutions peuvent changer. C'est vrai, mais telle est l'histoire: il appartient aux forces politiques d'orienter l'évolution des choses. Aujourd'hui, la démocratie est établie en Allemagne d'une manière pas moins solide que chez ses partenaires européens. Evidemment, la nouvelle Allemagne est différente de celle d'hier. Il sera utile d'analyser les changements autres que purement quantitatifs et qui portent les signes + ou -. On peut "spéculer", imaginer l'avenir. Dans son ensemble, l'Allemagne sera plus nordique et plus protestante, davantage tournée vers l'Est. Elle gardera un noyau de "protestataires" organisés dans les "Landmannschaften" pour les "compatriotes séparés". Le poids relatif des partis pourra changer. Il faudra essayer de répondre à d'autres questions encore. Il y aura, certes, changement des "poids spécifiques" en Europe, mais chacun devra y mettre du sien pour établir un équilibre global satisfaisant. Pour la France, le problème est difficile car elle devient "moins nécessaire" à l'Allemagne (le fait de disposer de l'arme nucléaire n'a plus une grande signification). Il faudra éviter qu'en matière de politique de sécurité, on dérive vers la création de "sanctuaires", nationaux ou binationaux.

Tout cela confirme ce que nous écrivions il y a un an, à savoir que la réponse à la question allemande est la fédération européenne. Pourquoi? Parce que l'acceptation de l'ordre fédéral écarte automatiquement toute velléité d'hégémonie. Ceci est vrai à terme: dans l'immédiat, le test de l'engagement européen de l'Allemagne réside dans l'acceptation "psychologique" d'une monnaie européenne qui remplacera le D-Mark, et donc dans la fixation dès maintenant des délais et des contenus des étapes devant aboutir à l'Union monétaire.

Emanuele Gazzo